



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1164  
14 décembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 14 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE  
SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU CONGO AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre un  
mémoire du Gouvernement de la République démocratique du Congo relatif aux  
crimes contre l'humanité et aux graves violations des droits de l'homme dont se  
sont rendues coupables les troupes de la coalition rwando-ougandaise dans la  
ville de Goma et ses environs depuis le début de l'agression armée contre mon  
pays jusqu'au 21 septembre 1998 (voir annexe).

Mon gouvernement vous prie de bien vouloir faire circuler ce mémoire  
comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) André Mwamba KAPANGA

ANNEXE

Mémoire du 14 décembre 1998 sur la situation des droits de l'homme dans la ville de Goma et ses environs depuis le 2 août 1998, début de l'agression de la République du Congo par la coalition rwando-ougandaise jusqu'au 21 septembre 1998

1. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo présente à la communauté internationale quelques précisions sur les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans la ville congolaise de Goma et ses environs par les agresseurs rwandais et ougandais entre le 2 août et le 21 septembre 1998.

2. Le présent mémoire fait suite à ceux datés du 31 août 1998 sur l'agression armée dont la République démocratique du Congo est victime de la part de la coalition rwando-ougandaise (S/1998/827), du 6 novembre 1998 sur la situation qui prévaut en République démocratique du Congo (S/1998/1042), et du 3 décembre 1998 sur les massacres perpétrés par les troupes rwandaises et ougandaises dans les provinces du Kivu (S/1998/1146), adressés au Président du Conseil de sécurité.

3. Ce mémoire est fondé sur des informations précises et pertinentes fournies par la Solidarité pour la promotion sociale et la paix (SOPROP), une organisation de défense des droits de l'homme, basée à Goma, Nord-Kivu, en République démocratique du Congo.

I. ASSASSINATS

A. Dans la ville de Goma

4. Le 4 août 1998, vers 10 heures, M. Kyanyema Bernard est mort à l'aéroport de Goma des suites des coups et blessures qui lui ont été infligés au niveau de la tête par les militaires appartenant au commandement de M. Sylvain Buki (le commandant de l'office d'intelligence de la section de la 10e brigade du détachement militaire Nord-Kivu). Résidant au quartier Virunga et finaliste des humanités math-physique à l'Institut Ndahura de Goma, il était âgé de 21 ans. Photographe de son état, l'infortuné appartenait à l'ethnie Rega. Il avait été appelé par d'autres militaires résidant à la même position pour prendre des photos.

5. Deux militaires des forces armées congolaises ralliés de force aux troupes rwandaises ont révélé à SOPROP que, dans la nuit du 3 août 1998, MM. Kibonge et Mutompa, officiers originaires de la province du Katanga, respectivement chef des opérations sur l'axe aéroport et commandant au camp Katindo, avaient été froidement exécutés par des militaires tutsis de l'Armée patriotique rwandaise (APR) se trouvant à Goma.

6. Le 14 septembre 1998, vers 11 h 30, M. Delenge Manchuda, 26 ans, a été abattu par des militaires parlant kinyarwanda et appartenant à l'APR, qui escortaient les chars et blindés. L'acte a été commis dans une voiture en panne dont il avait été chargé d'assurer la sécurité, en face du parking T.M.K., à

/...

gauche de la pharmacie Afya Yetu. Ce dernier a été retrouvé dans la voiture, le corps criblé de balles.

7. Le 14 septembre 1998, à Goma, dans le quartier de Birere, le nommé Didier Kalume, joueur de football de l'équipe Virunga, a été assassiné par balles par des militaires rwandais alors qu'il regagnait son domicile.

#### B. Dans la cité de Sake

8. Le 18 août 1998, sur la route Sake-Nyamitaba, sur le territoire de Masisi, M. Clément Hangi, chauffeur de Jean Mambo, a été abattu par des militaires basés à Kabati (à 27 kilomètres de Sake) alors qu'il se rendait au marché de Kaghusa. Il s'était opposé à l'ordre du commandant basé sur le lieu qui lui demandait d'abandonner les passagers à bord de son véhicule pour transporter les troupes militaires et leurs marchandises.

9. Le 25 août, sur l'axe précité, la nommée Charlotte Ndalemwa (maman Lyly, épouse de M. Simon Buunda), 32 ans, résidant à Sake, a été abattue par des militaires à bord du camion de son mari qu'elle convoyait à Nganjo. Elle a dû donner tout ce qu'elle possédait (argent destiné aux achats de haricots et maïs) avant de recevoir deux balles, au thorax et au crâne.

10. Le 22 août 1998, à Lushangi (à 7 kilomètres de Sake, en direction de Masisi), les deux fils de M. Jean-Pierre Miteo ont été assassinés à Lushangi par des militaires des ex-Forces armées zaïroises (FAZ) appartenant à la section para-commandos de la rébellion. Il s'agit de M. Kamuzungu Miteo, 32 ans, et de M. Miteo Tintin, 28 ans. Les militaires les soupçonnaient d'être des Maï-maï. La troisième victime, un certain Yahaya Binembe, a été tué par des para-commandos qui contrôlent les positions de Rubindi/Mitumbala et de Kasururu (entrée de la plantation Lushangi) pendant qu'il brassait sa bière de banane. Il laisse une veuve et trois enfants. Tous trois ont été enterrés dans une fosse commune dans la plantation de café à Lushangi, à 20 mètres de la route, côté droit.

11. Ce même jour, M. Shamavu Bushamiro (de l'ethnie havu, 16 ans, fils de David, domicilié à Mitumbala), M. Kibakuli (30 ans, père de sept enfants) ainsi qu'une veuve nommée Nahondi (mère de huit enfants) ont été arrêtés et exécutés par les militaires appartenant à la section de protection de M. Wamba dia Wamba, Président du Rassemblement congolais de la démocratie (RCD). Les cadavres ont été abandonnés sur la route et enterrés par les passants dans une fosse commune en bas de la route allant vers Rubindi, à 20 mètres en direction de Masisi, du côté gauche.

12. À la même date, M. Maniera Kalemba (30 ans, célibataire), avec deux autres messieurs, tous déplacés de guerre de Masisi depuis 1993, ont été tués alors qu'ils revenaient du champ, ne sachant pas ce qui s'était déroulé dans leur cité après leur départ matinal. Tous ont été enterrés dans une fosse commune non loin de la rivière Muthahyo.

13. M. Akili, 16 ans, tiré de son lit pendant le ratissage, sera amené derrière le toit paternel, situé près du stade de Sake, pour y être exécuté.

/...

14. M. Kabeya Kanyama, battu et piétiné par six militaires pour n'avoir pas accepté d'exécuter un travail forcé, n'a pas résisté aux coups qu'il a reçus.

C. À Bweremana-Minova

15. Le 12 septembre 1998, à Minova, territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu, M. Hemero Elvis, 35 ans, domicilié dans le centre commercial de Minova, a été tué par des militaires de la coalition rwando-ougandaise. Ils l'ont accusé d'être de connivence avec les Maï-maï.

16. À la même date, M. Mateso, 28 ans, cultivateur domicilié dans le centre commercial de Minova, a été tué par des militaires appartenant à la rébellion. Ils l'accusaient d'être de connivence avec les Interahamwe et les Maï-maï.

II. MASSACRES

A. Dans la ville de Goma

17. Le 14 septembre 1998, selon un rescapé de Muja, localité située au nord, non loin de Goma, près de l'aéroport, les populations d'ethnies hutues et hunde de Monighi ont été massacrées par des militaires tutsi venus du Rwanda lors de l'opération de ratissage qui consistait à rechercher les Interahamwe et les Maï-maï. Cette localité étant sous contrôle militaire, il est difficile d'établir le bilan. Cependant, les habitants de la contrée parlent de plus de 300 morts parmi les civils innocents.

B. Dans la cité de Sake

18. Seize civils ont été massacrés alors qu'ils revenaient du marché de Sake par des militaires qui rentraient du front après leur défaite. Six ont été enterrés près du pont de Sake menant vers Masisi. Les membres des familles des victimes n'ont pas voulu citer les noms des victimes, par crainte de représailles.

III. ATTENTATS À LA PUDEUR, VIOLS ET TORTURES

A. Dans la ville de Goma

19. Dans la prison souterraine du bureau II, appartenant au service d'intelligence de la section de la 10e brigade, plusieurs formes de torture ont cours comme : l'étranglement de sexes au moyen de ficelles, l'étirement des mamelons des femmes au moyen de pinces, le perçage des ongles, le frottement de piments dans les sexes des femmes, la détention prolongée de prisonniers sur un pavement plein d'eau salée, les coups de fouet et plusieurs autres formes de torture cruelles. En guise d'exemples :

a) Dans la nuit du 16 septembre 1998, la nommée Zaina Mafulukko, épouse du militaire Jacques, actuellement au front, a été violée par un militaire rwandais qui l'avait menacée de mort au cas où elle ne céderait pas;

b) Dans la nuit du 18 septembre, Mme Kavira Syaushwa et sa fille, domiciliées au quartier Mabanga, avenue Oslo, No 58, ont été violées par des

/...

militaires parlant anglais. Aussi, plusieurs effets de sa maison ont été emportés, dont une télévision, une radio et des habits de dame destinés à la vente;

c) Le chauffeur Gaby Nkuba, du quartier Office II, a été violemment battu pour avoir refusé de céder son taxi. Il en est de même pour tous les motards taximen de la ville.

#### B. Dans la cité de Sake

20. Le 18 août 1998, le nommé Mumbere, aide-chauffeur de M. Clément, conducteur du véhicule de M. Jean Mambo, a été touché par balles aux mains et à la jambe droite. Cela s'est passé lors de l'assassinat de M. Clément.

21. Les militaires se servent des enfants de Mitumbala et de ses environs comme boucliers humains et les obligent à passer des nuits entières avec eux ou à leur servir de cuisiniers ou d'éclaireurs.

22. Les villages périphériques de Lushangi et Chandago ont été incendiés.

23. Les jeunes de Sake sont soit traités d'être Maï-maï, soit enrôlés de force dans l'armée de la coalition rwando-ougandaise.

### IV. ENLÈVEMENTS ET DÉPORTATIONS

#### A. Dans la ville de Goma

24. En date du 14 septembre 1998, à Goma, MM. Nzabandora Hamuli, âgé de 30 ans, Habimana Semajogi, âgé de 29 ans, et Bahati Ntoriza, âgé de 26 ans, tous domiciliés à Kagusa-Buramo, village situé dans le territoire de Masisi, ont été enlevés en pleine journée par trois militaires rwandais parmi lesquels le nommé Papi, très connu à Goma. Ces militaires ont trouvé leurs victimes dans une maison de vente de haricots sise dans le quartier Birere. Les infortunés étaient tous des Hutus venus pendant la première vague de migration des Rwandais dans l'ex-Zaïre. Le gérant du dépôt, M. Ngoroma, a révélé que l'incident s'est passé à l'absence de tout observateur. Leurs familles sont sans aucune information sur leur destination.

25. Le 16 septembre, vers 12 heures, au marché central de Virunga à Goma, M. Gangi (boucher de profession), domicilié au quartier Majengo, a été enlevé par des militaires et amené dans une prison de Rugerero à 7 kilomètres de Gisengi au Rwanda.

26. Le même mardi, 16 septembre, aux environs de 4 heures à Goma, dans le quartier Mabanga, avenue Mutakato, MM. Murefu Mpabuka, Nzabonimpa Byatete et Bizima Nzabandora, tous Hutus, ont été enlevés et conduits à la prison souterraine du Bureau II, puis à Rugerero dans la préfecture de Gisenyi au Rwanda. Ils sont originaires de Masisi. Leurs bourreaux étaient au nombre de trois : NGaniza Bihira, Bigirimana et Sebukweto, tous trois de l'armée patriotique rwandaise.

/...

B. Dans la cité de Sake

27. Le 18 septembre 1998, M. Déo Muhanya (Delvis), époux de Justine Bihirike (Hunde, père de cinq enfants, domicilié à Kaduki/Sake), a été enlevé de sa maison mains et pieds liés, yeux bandés, par des personnes non autrement identifiées, venues à bord d'une voiture Nissan Patrol et d'une camionnette Land Cruiser blanches, qui l'ont amené vers une destination inconnue. Les investigations menées avaient permis de le repérer trois jours après dans un conteneur situé à l'aéroport de Goma. Ce conteneur était gardé par des militaires ougandais. Il fut déplacé deux jours après vers l'enclos du domaine de Katale, à 100 mètres à droite de la route principale. La personne est portée disparue jusqu'à nos jours.

28. le 21 septembre 1998, à Sake/Masisi, le nommé Salumu Balingene, 70 ans, père d'une famille de plus de 25 enfants, a été enlevé de chez lui aux environs de 6 heures du matin par des militaires rwandais venus à bord d'un véhicule Nissan Patrol sans immatriculation. Depuis lors, la personne n'a plus donné de ses nouvelles.

29. Le soir du même jour, M. Kahasha (guérisseur traditionnel) a été emmené par des militaires appartenant à la coalition rwando-ougandaise à bord de trois Land Cruiser noires aux vitres fumées vers une destination inconnue. Selon ses enfants, les militaires lui reprochent d'être le médecin de maï-maï bien qu'il ait exhibé tous les documents administratifs de l'État l'établissant dans ses fonctions de guérisseur.

V. ARRESTATIONS ET DÉTENTIONS ARBITRAIRES

A. Dans la ville de Goma

30. Le 14 septembre 1998, à Goma/commune de Karisimbi, la nommée Maman Mombi, épouse de M. Kakuru Charles (propriétaire du dispensaire Kacha, basé dans le quartier Mabanga), a été arrêté par des militaires parlant exclusivement la langue ougandaise (kiganda) et l'anglais pour avoir reçu et soigné des blessés accusés d'appartenir au mouvement maï-maï dans ce dispensaire de son époux.

31. Le 16 septembre 1998, dans la commune de Karisimbi, quartier Mutongo II, près de l'école primaire Rutoboko, le nommé Dominique a été arrêté par les militaires agresseurs et emporté à bord d'une camionnette de marque Land Cruiser. Il a été relâché le 17 septembre 1998, après avoir été sévèrement torturé. Ce dernier était accusé d'être Interhamwe.

32. En date du 18 septembre 1998, dans le quartier Majengo, le nommé Ntahoshoboka Ernest, Hutu, cultivateur de profession, domicilié sur avenue Ngangi, a été arrêté par trois militaires tutsis et emmené jusqu'à Munighi à quelques kilomètres de Goma. Ce vieux, de 62 ans et prédicateur de l'Eglise de Dieu au Congo (EDAC), était accusé d'être un Interhamwe. Malgré les interventions du chef d'avenue, celui du quartier et de ses voisins, M. Ernest reste toujours détenu au cachot souterrain appelé Bureau II (près du parquet de grande instance) sans être inculpé.

33. Le 15 septembre 1998, après-midi, M. Mbarushimana, Hutu, âgé de 53 ans et habitant le quartier Mabanga sur avenue Mutongo II, s'est vu arrêté et jeté dans une camionnette blanche de marque Daihatsu précédée d'une autre camionnette Land Cruiser appartenant aux militaires rwandais.

34. Ils avaient auparavant entouré sa parcelle pendant que Mbarushimana était visible et assis paisiblement en plein air devant la porte de sa maison. Tous ses sacs de haricots et ceux de son voisin stockés dans sa maison ont été chargés et amenés par ces militaires à bord de ces deux camionnettes après une sérieuse fouille de plus de 45 minutes dans sa maison.

35. Il a été libéré trois jours après. Il parlait difficilement à cause des tortures qui lui avaient été infligées. Il s'agirait probablement d'un acte de règlement de compte. En effet, il venait de déloger, conformément à la procédure officielle, une femme locataire chez lui à cause de son incapacité financière à honorer ses factures depuis cinq mois.

36. Il semblerait que cette dernière, mécontente, ait profité des troubles du 14 septembre 1998 pour dire aux militaires qu'elle connaissait un Interhamwe logeant dans le quartier et communiquant avec les autres Interhamwe dans la brousse. De plus, selon elle, il garderait pour eux le butin de la guerre du 14 octobre qui avait opposé les maï-maï aux forces de la coalition rwando-ougandaise.

#### B. Dans la cité de Sake

37. En date du 1er septembre 1998, à Sake, sur le territoire de Masisi, proche du marché, les nommés Maene Kaberuka (ethnie Hunde), Yengayenga Katembo (ethnie Nande) et Sambo Buutsi ont été arrêtés aux environs de 19 heures par des militaires qui se servent de petites constructions de ce marché comme lieux de détention où sont enfermées souvent plus de 100 personnes chaque jour à partir de 19 heures. Il faut payer 200 000 nouveaux zaires pour être relâché. Pourtant, aucun couvre-feu n'avait été annoncé.

38. Le 18 septembre 1998, alors qu'il était à son domicile, M. Egide Bagula (Hutu, père de quatre enfants), a été arrêté et ligoté par les agresseurs lors des opérations de représailles menées contre les maï-maï dans la cité de Sake. Il sera relâché après une longue discussion entre les militaires qui étaient chargés de l'opération.

39. Le même jour, M. Henri Kinyunda, de l'ethnie Hunde, célibataire, 38 ans, ainsi que M. Jacques Bahiga Mahebera (de l'ethnie Shi, veuf, 41 ans), domiciliés dans une même maison à Birere/Sake, ont été enlevés la nuit. Une fois que tous les voisins de l'avenue et les responsables administratifs du quartier aient été alertés, des militaires ougandais les ont libérés. Les infortunés ont avoué qu'ils étaient partis ligotés et yeux bandés jusqu'à leur libération plusieurs heures après. Le visage de Jacques était couvert de plaies encore ouvertes. Quant à Henri, il respirait difficilement.

C. Bweremana-Minova

40. Le 25 août 1998, à Minova, sur le territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu (plus de 40 kilomètres de Goma), M. Gachaniro (Hutu), résidant à Ngisha, a été arrêté par des militaires alors qu'il revenait du marché pour la vente de son sac de pommes de terre. Il a été amené au cachot de Sake par des militaires appartenant à la coalition des agresseurs. Les membres de sa famille n'ont pas eu l'autorisation de lui rendre visite. Il sera libéré après l'intervention de M. Théophile Baleke. M. Gachaniro a témoigné à l'équipe de SOPROP qu'un autre garçon, nommé Hitimana (Hutu), était détenu dans les mêmes conditions que lui sans que personne ne le sache. Ils avaient été battus à mort au point que M. Gachaniro ne pouvait ni marcher ni s'exprimer normalement.

VI. EXPROPRIATIONS DE BIENS

A. Dans la ville de Goma

41. Le lendemain du déclenchement de l'agression du 3 août 1998 à Goma, tous les appareils de communication publics et privés ont été confisqués par les rebelles sous l'ordre des officiers venus du Rwanda : portables Télécél, Radio-phonie ou Motorola, téléphones, coupant ainsi toute la région du reste du monde.

42. Il est devenu très normal pour les militaires de la coalition rwando-ougandaise de réquisitionner les voitures des particuliers pour effectuer leurs courses privées avec leurs concubines. Toute personne qui ose se plaindre s'expose à toute sorte de danger. En guise d'exemple, le chauffeur Gaby Nkuba, du quartier Office II, a été violemment battu pour avoir refusé de céder son taxi. Il en est de même pour tous les motards taximen de la ville.

43. Ces militaires obligent aussi souvent les conducteurs à les accompagner sur les lieux des opérations. Ainsi, à Mabanga, le 15 septembre 1998, M. Jules Shematsi, chauffeur de Médecins sans frontières à Goma, qui se rendait avec sa camionnette privée, marque Daihatsu, au marché de Minova avec des passagers à bord, s'est vu détourner de force vers le théâtre d'arrestations de M. Mbarushimana ci-haut cité. Il a donc été obligé d'abandonner tous ses passagers sur la route.

44. Les carburants des petits vendeurs d'essence et mazout (appelés communément Khadafis) sont souvent réquisitionnés à des fins militaires.

B. Dans la cité de Sake

45. À Mitumbala (à 5 kilomètres de Sake en direction de Masisi), les actes de barbarie ont élu domicile. Les militaires ont pillé le centre de santé Rubindi. Ils ont emporté microscopes, matelas, médicaments, literie. Ils ont arraché portes et fenêtres que les membres du SOPROP ont retrouvé étalées sur la route afin d'être vendues. Ces militaires, selon qu'ils permutent d'une position à l'autre, ravissent vivres, habits, ustensiles de cuisine, animaux d'élevage, etc. Les enfants qu'ils prennent en otage leur servent de porteurs.



46. La camionnette, marque Daihatsu, de M. Bakulu Salumu avait été prise de force pour le déplacement du matériel de guerre lors d'affrontements.

47. Les 3 000 militaires déployés à Sake ont vidé toutes les positions à l'intérieur du territoire de Masisi. Aucune structure d'accueil n'avait été mise en place. Ils se sont donc imposés dans les différentes écoles et églises de la place, dont l'école primaire islamique en pleine reconstruction par l'ONG CONCERN (ils y ont presque tout détruit : bancs, tableaux et autres matériels scolaires). L'école primaire catholique Kamuronza, l'école primaire et secondaire Kyambala et certaines églises ont subi le même sort. Les militaires restants se sont installés dans des maisons inhabitées et celles en chantier dont ils devenaient de nouveaux maîtres.

#### C. Bweremana-Minova

48. En date du 13 septembre 1998, à Bweremana, les militaires de la coalition rwando-ougandaise se sont appropriés les biens des citoyens après les affrontements avec les maï-maï. Voici la liste de quelques victimes : M. Katiti, à qui on a pris 27 000 000 NZ; M. Yayuwa, deux chèvres; Mlle Chantal Karamo, 5 000 000 NZ; Mlle Claudine, 13 000 000 NZ; M. Munganga Balume, 3 000 000 NZ; Mlle Mawazo Kiza, 4 000 000 NZ; M. Munganga, préfet de l'Institut Bweremana, une montre; M. Kanumbu, chef de ressort des transports et communications à Sake, une montre, un sac à main et ses pièces d'identité; M. Muharuro Wetemwami, chef de groupement de Bweremana, une montre, des documents et dossiers administratifs et neuf pièces de tissu pour dame destinés à la vente.

49. Du 11 au 13 septembre 1998, les envahisseurs ont emporté de la paroisse catholique de Bobandana un magnétophone, un téléviseur et une somme importante d'argent destinée au fonctionnement de la paroisse. Le 13, ils sont revenus et ont pris 23 casiers de bière et boissons locales, des habits de prêtres et toute la nourriture en stock, prévus pour la fête de prémices de trois jeunes prêtres originaires de cette paroisse. Ils venaient d'être ordonnés prêtres le dimanche 6 septembre 1998 à Goma.

#### D. Zone de Rutshuru

50. La population de Rugari est dans une grande inquiétude. Elle est privée de ses activités champêtres, seul moyen de survie. Sa bananeraie est sauvagement fauchée à la machette par les agresseurs qui croient, à tort, qu'elle sert de cachette pour les maï-maï.

51. Dans la nuit du 11 au 12 octobre 1998, les militaires de la coalition rwando-ougandaise ont quadrillé l'hôpital de Rwanguba, toutes les maisons du personnel et les autres habitations voisines. Ils étaient munis de lance-roquettes, autres fusils et armes blanches. L'inventaire de ce qu'ils ont pillé se présente comme suit :

a) Chez le docteur Baabo Dominique : à peu près 1 000 dollars des États-Unis, ses vêtements et ceux d'autres gens qui y étaient (Justin Kabala, Félicien Machozi et Dieudonné Baabo Kakuru qui recevra des coups très violents au dos), deux radios Motorola;

/...

b) Chez le pharmacien Bwimba Eliphas : tous ses vêtements et ceux de sa femme et de son enfant, une Motorola, un magnétophone et deux téléviseurs, ainsi que de l'argent pour un montant non précisé;

c) Chez l'administrateur Julien Nzabakurikiza Kapalata : de l'argent, ses vêtements, ceux de sa femme et de sa fillette, une Motorola et une radiophonie;

d) Des tortures et graves menaces ont été faites à l'endroit du comptable Justin Ntampuhwe par des hommes en uniformes non autrement identifiés auxquels il livrera sa Motorola et ouvrira la caisse de l'hôpital;

e) À l'hôpital, tous les matériels de communications dans les différents services : Motorola, interphones, radio de musique aux malades et baffles ont été emportés et le dépôt pharmaceutique a été vidé;

f) Dans le quartier, toutes les boutiques voisines de l'hôpital et kiosques ont été pillés. Ces malfaiteurs parlant kinyarwanda ont obligé les villageois à transporter ces biens après leur forfait.

## VII. TRACASSERIES POLICIÈRES

### A. Dans la ville de Goma

52. Selon SOPROP, qui a livré ces informations, ces cas sont très nombreux. Ils sont opérés de la même manière que sous le régime Mobutu : des militaires ravissent les biens de la population civile sur la route; la liberté de circulation des personnes et de leurs biens est très limitée. Les agents de la Brigade routière demandent des pourboires avant tout passage de véhicules venant de l'intérieur.

### B. Dans la cité de Sake

53. Des chauffeurs sont rançonnés par des policiers. Les barrières sont nombreuses et à chacune d'elles les militaires agresseurs exigent une rançon de 200 000 NZ soit 2 francs congolais avant tout passage.

### C. Bweremana-Minova

54. La majorité de la population de Minova et Bweremana a choisi de se déplacer à cause de multiples barrières érigées par les agresseurs le long de la route comme dans le quartier. Elle s'est exilée au bord du lac dans les localités de Buzi-Bulenga, Kihata.

## VIII. CONCLUSION

55. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement de la République démocratique du Congo réitère une fois encore au Conseil de sécurité sa demande d'assumer toutes ses responsabilités et de jouer pleinement son rôle de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il plaira donc au Conseil de sécurité d :

a) Condamner vigoureusement l'invasion du territoire congolais par les troupes rwandaises et ougandaises;

b) Exiger du Rwanda et de l'Ouganda le retrait immédiat de leurs troupes du territoire congolais;

c) Enjoindre aux troupes rwandaises et ougandaises de cesser immédiatement toutes les exactions envers la population congolaise des provinces qu'elles occupent;

d) Initier les poursuites en vue de l'arrestation et de la condamnation par les juridictions pénales internationales compétentes, des auteurs, coauteurs et complices des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international commises sur le territoire congolais à l'occasion de cette agression.

-----